



Élections 2022

Réponses des partis politiques à des questions soumises par l'ICÉA

28 septembre 2022

www.icea.qc.ca

Depuis 1946, une action essentielle en éducation des adultes !

L'éducation des adultes : questions aux partis politiques

Dans le contexte de la campagne électorale en cours en vue des élections générales provinciales du 3 octobre prochain au Québec, l'Institut de coopération pour l'éducation des adultes (ICÉA) a invité tous les partis politiques représentés à l'Assemblée nationale à répondre à **trois questions concernant l'éducation des adultes**. Le délai pour nous faire parvenir les réponses était le mardi 27 septembre à 17h. Nous dévoilons aujourd'hui, le mercredi 28 septembre, les réponses reçues.

Nous avons soumis ces questions aux partis le 13 septembre 2022 et nous avons relancé les partis le 27 septembre 2022.

L'ICÉA s'est engagé à publier les réponses des partis sans les couper ou les modifier, à l'exception des coquilles qui auraient été oubliées, et à diffuser les réponses des partis politiques dans tous les milieux de l'éducation des adultes. Nous avons demandé aux partis politiques de respecter trois consignes :

- Les réponses à chaque question ne doivent pas dépasser 500 mots. Au-delà de 500 mots, les réponses seront coupées et ne seront pas publiées.
- Formulez vos réponses en étant le plus précis possible.
- Ne référez pas à des documents extérieurs en mettant des hyperliens ou en joignant des documents Word ou PDF.

Deux partis politiques nous ont fait parvenir leurs réponses : le Parti libéral du Québec (PLQ) et la Coalition avenir Québec (CAQ). L'ordre de présentation des réponses est selon la date de réception de celles-ci.

Première question

Votre parti adoptera-t-il, au cours du prochain mandat, une politique gouvernementale d'éducation des adultes et de formation continue ?

Réponse du Parti libéral du Québec (PLQ) :

Il n'est pas prévu dans notre plateforme électorale de faire une politique gouvernementale d'éducation des adultes et de formation continue tel que vous le demandez. Toutefois, il serait intéressant de faire une mise à jour des données et des besoins des adultes éducation et de proposer des solutions qui répondent aux besoins de cette clientèle.

Réponse de la Coalition avenir Québec (CAQ) :

Si réélue, la Coalition Avenir Québec accordera davantage d'importance à l'apprentissage tout au long de la vie; les individus et les entreprises devront s'impliquer davantage pour s'adapter au rythme accéléré de changements qui caractérisent notre époque, particulièrement à la suite de

la COVID-19. Il faut en arriver à éradiquer l'analphabétisme et l'insuffisance de formation de base et, ce faisant, lutter contre la pauvreté et l'exclusion.

Deuxième question

Quelles actions posera un gouvernement de votre parti pour que tous les adultes au Québec développent des compétences désormais nécessaires en littératie, numératie, santé, finances personnelles, numérique, éducation à la citoyenneté, etc. ?

Réponse du Parti libéral du Québec (PLQ) :

Vous identifiez avec justesse la nécessité de parfaire les connaissances et développer plusieurs compétences auprès des adultes québécois.

En matière de littératie, nous proposons d'ailleurs de tenir un sommet réunissant les intervenants socio-économiques et les réseaux de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, afin d'améliorer le taux d'alphabétisation au Québec, et ainsi, améliorer la qualité de la langue française écrite et parlée des Québécoises et des Québécois.

Nous croyons de même que le gouvernement devrait intensifier son offre de formation aux personnes adultes qui désirent parfaire leurs connaissances dans les divers domaines que vous avez mentionnés. Les initiatives provenant du terrain à cet effet seront accueillies avec bienveillance.

Réponse de la Coalition avenir Québec (CAQ) :

Dans la vision économique présentée par le gouvernement de la CAQ en novembre 2021, nous avons indiqué qu'on entendait faire du Québec une nation plus prospère, dont le niveau de richesse par habitant serait comparable à celui de ses voisins canadiens, notamment à celui de l'Ontario. La vision économique de la Coalition avenir Québec repose sur un besoin d'amélioration de la productivité.

Pour ce faire, il faut asseoir la croissance de l'économie sur des bases solides en répondant à la pénurie de main-d'œuvre qui sévit dans des secteurs d'activité cruciaux pour notre futur développement. Le fait de répondre aux besoins de main-d'œuvre permettra de pourvoir davantage d'emplois bien rémunérés dans toutes les régions du Québec et ainsi d'augmenter le niveau de vie de tous.

En ce sens, le Québec doit bénéficier de suffisamment de travailleurs ayant les qualifications requises pour assurer des services à la population. Rappelons qu'au cœur de la pandémie nous avons mis en place les programmes temporaires PACME et PARAF, qui ont respectivement permis d'offrir de la formation à 250 000 et 20 000 travailleurs. Ces programmes visaient principalement la formation d'employés qui devaient être mis à pied ou qui ont perdu leur emploi. Ensuite, avec l'Opération main-d'œuvre lancée en décembre 2021, nous avons mobilisé des ressources

additionnelles et déployé des efforts majeurs pour répondre au manque de main-d'œuvre et combler les besoins actuels et futurs dans plusieurs professions des secteurs de la santé et des services sociaux, de l'éducation et des services de garde éducatifs à l'enfance, notamment au travers de la requalification et du rehaussement des compétences des travailleurs. Au total, 3,9 milliards de dollars seront investis dans le cadre de l'Opération main-d'œuvre afin d'attirer, de former et de retenir 170 000 travailleurs de plus d'ici 2026-2027.

Malgré le taux d'emploi élevé observé au Québec et les efforts déployés pendant notre premier mandat, certains Québécois rencontrent toujours des obstacles pour intégrer le marché du travail. Le plus souvent, la clef de l'intégration sur le marché du travail, d'un retour à l'emploi ou d'une requalification professionnelle réside dans la formation, qui favorise le développement des compétences. Les personnes sans emploi ou qui souhaitent se requalifier ont besoin d'une formation leur permettant d'intégrer le marché du travail ou d'y retourner. C'est pourquoi nous avons annoncé le 1er septembre 2022, un plan pour moderniser la formation professionnelle afin de combler le manque de main-d'œuvre qualifiée dans plusieurs secteurs névralgiques de l'économie québécoise.

Si nous formons le prochain gouvernement, nous procéderons donc à une modernisation de la formation professionnelle et développerons une offre élargie et renouvelée de formation professionnelle à distance. Nous viserons aussi à éradiquer l'analphabétisme et l'insuffisance de formation de base, afin de lutter contre la pauvreté et améliorer la situation économique du Québec. Nous aiderons également les adultes qui en ont besoin à se doter des outils essentiels leur permettant de pleinement participer et contribuer à la société québécoise.

Troisième question

Comment votre parti améliorera-t-il les services de francisation et de reconnaissance des diplômes étrangers à l'intention des personnes immigrantes ?

Réponse du Parti libéral du Québec (PLQ) :

Nous bonifierons les investissements en francisation, notamment en favorisant le développement d'initiatives de francisation en milieu de travail. De plus, nous analyserons la possibilité de moduler les exigences linguistiques afin d'accélérer l'obtention d'un CSQ lorsque la région dans laquelle compte s'établir le candidat immigrant est située à l'extérieur de la région métropolitaine, tout en offrant un parcours personnalisé de francisation à celui-ci. Finalement, nous allons accélérer la reconnaissance des diplômes des travailleurs qui proviennent d'une autre province ou d'un autre pays.

Réponse de la Coalition avenir Québec (CAQ) :

La Loi 96, Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français, mise de l'avant par le gouvernement de la CAQ et sanctionnée le 1er juin 2022, confirme l'institution au sein du ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, de Francisation Québec.

Francisation Québec aura pour mission d'être un guichet unique gouvernemental pour toute personne adulte domiciliée au Québec ou qui envisage de s'y établir et qui souhaite recevoir des services d'apprentissage du français. Francisation Québec aura aussi pour fonction de favoriser la mise en place d'activités visant l'apprentissage du français par les enfants d'âge préscolaire, ainsi que d'offrir des services d'apprentissage du français dans les entreprises. Ce nouveau point d'accès gouvernemental unique favorisera l'utilisation, par tous, du français comme langue commune en simplifiant et en facilitant l'accès aux services gouvernementaux d'apprentissage du français.

Assurer la pérennité du français est et restera une priorité pour un gouvernement de la CAQ.

La connaissance de la langue officielle est un incontournable pour une intégration réussie à la société québécoise. Francisation Québec s'inscrit dans la vision d'une société où l'ensemble de la population contribue à la vitalité du français au Québec. Peu importe la provenance des personnes, qu'elles soient nées ici, ailleurs au Canada ou à l'étranger et quelle que soit leur langue maternelle ou d'usage à la maison. Grâce à Francisation Québec, le gouvernement de la CAQ entend faciliter les démarches et diriger la personne vers le service le mieux adapté à ses besoins avec des cours de français en classe, en milieu de travail ou en ligne, ou encore spécialisé par domaine d'emploi.

Finalement, en ce qui a trait à la reconnaissance des diplômes étrangers, le gouvernement de la CAQ a amélioré le processus de reconnaissance des diplômes et de compétences des personnes immigrantes qui était décrié depuis plusieurs années. En effet, nous avons injecté 130 M\$ dans un plan d'action déployant ainsi des efforts additionnels pour la reconnaissance des compétences et des qualifications des personnes issues de l'immigration. Dans le contexte actuel où le Québec a lancé une opération majeure pour contrer la rareté de main-d'œuvre, les mesures présentées sont en parfaite cohérence avec l'objectif de la CAQ de favoriser et de faciliter l'arrivée des personnes immigrantes qualifiées au marché du travail. Si réélus, nous poursuivrons ces efforts.